



DÉCISION DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CAFI

République gabonaise – Avenant à la Lettre d'intention et à l'Allocation pays

EB.2019.17

Adoptée par courrier le 20 septembre 2019

Considérant

La décision [EB.2017.03](#) qui désigne la Norvège pour mener les négociations de la Lettre d'intention avec le Gouvernement du Gabon, au nom du Conseil d'administration de CAFI et en étroite collaboration avec celui-ci ;

La Lettre d'intention signée entre CAFI et la République du Gabon le 27 juin 2017, et plus spécifiquement, son préambule énonçant que :

« (...) elles [les parties] conviennent d'une éventuelle extension du partenariat (...), basée sur les résultats atteints ainsi que la disponibilité des financements » ;

1. Le Conseil d'administration de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI) approuve une allocation d'un maximum de CENT CINQUANTE millions de dollars des États-Unis provenant du Fonds CAFI, pour la réduction des émissions exprimées en tonnes de CO₂ conformément à l'Avenant à la Lettre d'intention ;
2. L'Avenant est signé en versions anglaise et française par le Ministre des Forêts, de la Mer et de l'Environnement de la République gabonaise, au nom du Gouvernement de la République gabonaise ; le Ministre du Climat et de l'Environnement du Royaume de Norvège, au nom du Conseil d'administration de CAFI ; la coordonatrice exécutive du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, au nom du Fonds fiduciaire CAFI. Le Conseil d'administration de CAFI prie le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires et le Gouvernement de Norvège de cosigner la Lettre d'intention en son nom.

3. Cette décision est conforme aux conclusions de la 7^e réunion du Conseil d'administration, qui s'est tenue à Paris le 27 juin 2017 ; au paragraphe 2 des Règles et procédures du Conseil d'administration de CAFI ; à l'article 7 de la partie VI.1 des [Termes de référence](#) (disponibles en anglais) du Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires de CAFI.
4. L'allocation est sujette à la réalisation des conditions de l'Accord administratif standard de CAFI, notamment aux conditions relatives à la disponibilité des fonds. Des efforts de mobilisation et de mise à disposition des ressources de CAFI seront entrepris conformément à la démarche axée sur les résultats mentionnée dans l'Avenant à la Lettre d'intention.

Annexe : (Lettre d'intention en français (ajoutée à la version pdf))